



Immeuble Le Ouessant - Bat 3A
9, rue Maurice Fabre
35000 Rennes

AMIS ET ASSOCIÉS
Chers amis,

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance

Exercice clos le 31 décembre 2024

ADAPEI 35 "Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine"

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 3 rue du Pâtis des Couasnes 35136 Saint-Jacques de la Lande

SIREN : 775 590 920

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association de l'association ADAPEI 35 "Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPEI 35 "Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne:

- Estimations comptables

Votre Association constitue des provisions pour risques et charges et des fonds dédiés tels que décrits dans les notes B-4 « Provisions pour risques et charges » et B-5 « Fonds dédiés » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par l'Association et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

- Règles et principes comptables

La note B-1 « Conventions générales » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables applicables à votre Association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié le caractère approprié de ces règles et méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on

peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Rennes,

24/6/2025

DocuSigned by:

 8DA73F1361944E8...
 Ludovic Sevestre

Associé



Adapei - Les papillons blancs d'Ille-et-Vilaine
3 rue du Pâtis des Couasnes
35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE

Montants en K€

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Selon ANC 2018-06 et ANC 2019-04			
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Montant Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	132	132	0	0
Autres Immobilisations incorporelles	1 931	1 573	358	175
Immobilisations Incorporelles en cours	280	0	280	144
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles				
Terrains	8 161	1 241	6 920	6 843
Constructions	120 829	65 893	54 936	51 912
Installations techniques, matériel et outillage	12 284	9 903	2 381	2 413
Autres Immobilisations Corporelles	18 341	14 006	4 335	3 825
Immobilisations Corporelles en cours	1 311	0	1 311	5 013
Avances et acomptes	296	0	296	52
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	71	0	71	71
Autres titres immobilisés	423	0	423	417
Prêts	5 772	0	5 772	6 124
Autres Immobilisations financières	715	0	715	1 585
TOTAL I	170 546	92 748	77 798	78 574
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	235	30	205	235
Autres approvisionnements	0	0	0	0
En-cours de production (biens et services)	0	0	0	0
Stocks de produits et marchandises	115	2	113	146
Autres stocks	0	0	0	0
Fournisseurs débiteurs	70	0	70	139
Créances (1)				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 008	1 518	11 490	10 801
Autres créances	4 297	3	4 294	3 071
Valeurs mobilières de placement	7 805	0	7 805	9 902
Instruments de trésorerie	632	0	632	636
Disponibilités	4 919	0	4 919	3 770
Charges constatées d'avance	254	0	254	234
TOTAL II	31 335	1 553	29 782	28 934
Charges à répartir sur plusieurs exercices	TOTAL III	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	TOTAL IV	0	0	0
Ecart de conversion (actif)	TOTAL V	0	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	201 881	94 301	107 580	107 508
(1) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :				

Adapei - Les papillons blancs d'Ille-et-Vilaine
3 rue du Pâtis des Couasnes
35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE

Montants en K€

P A S S I F	31/12/2004	31/12/2023
	Selon ANC 2018-06 et ANC 2019-04	
Fonds propres		
<i>Fonds associatifs sans droit de reprise</i>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	5 291	5 291
<i>Fonds associatifs sans droit de reprise</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	164	164
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves		
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	12 376	12 229
Réserves statutaires ou contractuelles	3 153	2 949
Réserves pour projet de l'entité	248	291
Autres	24 873	24 033
Report à nouveau	-6 510	-3 999
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-6 043	-3 827
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 936	-1 510
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-1 917	-2 020
Situation nette (sous-total)	24 283	27 219
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	4 125	4 491
Provisions réglementées	7 476	7 501
TOTAL I	35 884	39 211
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	18 159	19 448
TOTAL II	18 159	19 448
Provisions pour Risques	758	184
Provisions pour Charges	879	950
TOTAL III	1 637	1 134
Dettes (1)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	31 458	28 865
Emprunts et dettes financières divers	13	12
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7	7
Redevables créditeurs	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 593	5 611
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes sociales et fiscales	12 878	11 218
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	662	685
Autres dettes	492	483
Produits constatés d'avance	797	834
TOTAL IV	51 900	47 715
Ecart de conversion (passif)	0	0
TOTAL V	0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	107 580	107 508
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.		

Adapei - Les papillons blancs d'Ille-et-Vilaine
3 rue du Pâtis des Couasnes
35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE

Montants en K€

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
	Selon ANC 2018-06 et ANC 2019-04	
Produits d'exploitation		
Cotisations	15	16
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 411	1 702
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	0	0
Ventes de prestations de service	8 410	7 962
<i>dont parrainages</i>	0	0
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	0	0
Divers		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	108 906	107 310
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	89 072	88 054
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liées à la générosité du public		
- Dons manuels	0	0
- Mécénats	0	0
- Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 201	708
Utilisation des fonds dédiés	1 880	1 411
Autres produits	148	231
TOTAL I	121 971	119 340
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	3 277	3 513
Variation de stock	29	86
Autres achats et charges externes	35 161	34 589
Aides financières versées par l'entité	12	18
Impôts, taxes et versements assimilés	5 717	5 457
Salaires et traitements	56 156	53 780
Charges sociales	16 433	15 337
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 041	5 631
Dotations aux provisions	1 571	999
Reports en fonds dédiés	591	1 657
Autres charges	1 436	1 159
TOTAL II	126 424	122 226
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 453	-2 886

Montants en K€

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
	Selon ANC 2018-06 et ANC 2019-04	
Produits financiers		
De participations	8	5
D'autres valeurs mobilière et créances de l'actif immobilisé	541	178
Autres intérêts et produits assimilés	69	83
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL III	618	266
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilés	953	539
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL IV	953	539
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-335	-273
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-4 788	-3 159
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 686	1 673
Sur opérations en capital	474	1 701
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	65	70
TOTAL V	3 225	3 444
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 162	476
Sur opérations en capital	8	34
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	84	1 254
TOTAL VI	1 254	1 764
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 971	1 680
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	119	31
<i>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs</i>		
<i>Engagements à réaliser sur ressources affectées</i>		
Total des produits (I + III + V)	125 814	123 050
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	128 750	124 560
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 936	-1 510

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2024	2023
	Selon ANC 2018-06 et ANC 2019-04	
Dons en nature		
Prestations de services en nature		
Bénévolat	32	44
TOTAL	32	44
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	32	44
TOTAL	32	44



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS de l'exercice 2024

Siège social Adapei 35 : 3 rue du Pâtis des Couasnes - Saint-Jacques de la Lande CS 66 000 - 35 091 Rennes Cedex 9
Tél. : 02 99 22 77 10 - siege@adapei35.asso.fr
Association Loi 1901 - Membre de l'Unapei reconnue d'utilité publique

SOMMAIRE

A - PRESENTATION DE L'ENTITE Adapei – Les papillons blancs d'Ille-et-Vilaine	4
A1 – Description de l'objet social	
A2 – Description de la nature et du périmètre des activités	
A3 – Description des moyens mis en œuvre	
<u>B - MODES ET METHODES D'EVALUATION</u>	5
B1 – Conventions générales	
B2 – Fiscalité	
B3 – Immobilisations corporelles	
B4 – Provision pour risques et charges	
B5 – Fonds dédiés	
B6 – Neutralisation des prestations internes	
<u>C – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</u>	7
C1 – Evénements intervenus au cours de l'exercice	
C2 – Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens	
C3 – Résultat de l'exercice	
<u>D – NOTES EXPLICATIVES DE CERTAINS POSTES</u>	9
D1- Comptes de régularisation rattachés aux postes de créances et charges constatées d'avance	
D2 - Comptes de régularisation rattachés aux postes de dettes et produits constatés d'avance	
D3 – Tableau de mouvement des immobilisations	
D4 – Tableau de mouvement des amortissements	
D5 – Etat des échéances des créances et dettes	
D6 – Valeurs mobilières de placement	
D7 – Tableau de passage des fonds propres	
D8 – Tableau de mouvement des provisions et dépréciations	
D9 – Tableau de mouvement des fonds dédiés	

<u>E – ENGAGEMENTS HORS BILAN</u>	14
E1 – Dettes garanties par des sûretés réelles	
E2 – Crédit-bail	
E3 – Réservations de places	
E4 – Engagements liés aux départs en retraite	
 <u>F – AUTRES INFORMATIONS</u>	15
F1 – Plus-values latentes	
F2 – Nombre de salariés de l'association	
F3 – Rémunération des dirigeants	
 <u>G – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE</u>	15

A – PRESENTATION DE L'ENTITE Adapei 35

A-1 : Description de l'objet social

L'Adapei 35 est l'« association départementale des personnes en situation de handicap mental, de leurs parents et amis ». Elle agit depuis 1961 pour la promotion des intérêts des personnes en situation de handicap, en favorisant leur épanouissement personnel et social.

L'association intervient principalement sur des activités médico-sociales.

L'Adapei 35 promeut l'inclusion en milieu ordinaire et structure son action au travers de trois champs d'activité complémentaires et cohérents :

- l'enfance et l'adolescence,
- le travail et l'insertion,
- l'habitat et la vie sociale.

Depuis 60 ans, l'Adapei 35 s'adapte aux attentes des personnes et de leurs familles, en s'efforçant de toujours maintenir un lien avec chacune d'elles. En lien avec le cadre législatif, et pour favoriser l'inclusion, de nombreuses innovations ont été mises en œuvre, en cohérence avec la démarche « une Réponse Accompagnée Pour Tous » (RAPT). L'association se doit aussi d'apporter conseils et informations dans un esprit d'entraide et de solidarité. La personne accueillie est première ; ses intérêts et droits sont garantis, autant que le respect de sa personne, de ses choix et de ses motivations.

L'Adapei 35 assure une mission de représentation des personnes en situation de handicap mental et de leurs familles. Sa préoccupation majeure est donc d'apporter les réponses adaptées aux personnes, qu'elles soient ou non accompagnées par l'association.

Elle tend à déployer et à organiser son action sur l'ensemble du département de l'Ille-et-Vilaine, à l'appui d'une politique d'action familiale de proximité, territoire par territoire, au profit des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

A-2 : Description de la nature et du périmètre des activités

L'Adapei 35 gère aujourd'hui 64 établissements et services sur le département d'Ille-et-Vilaine, dans les domaines de l'enfance-éducation, du travail-insertion et de l'habitat-vie sociale de l'adulte. Ce sont aussi des accompagnements dans le domaine de la santé, du soin, de la culture et du sport. Elle accompagne plus de 2 800 personnes en situation de handicap.

A-3 : Description des moyens mis en œuvre

Pour assurer sa mission d'accompagnement des personnes en situation de handicap, l'Adapei 35 emploie près de 1400 salariés.

B - MODES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

B-1 : Conventions générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **Continuité de l'exploitation**
- **Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur un autre**
- **Indépendance des exercices**

et ce, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'association applique la règle de l'affectation du résultat de la gestion conventionnée selon l'instruction comptable M 22 et, en termes d'affectation des résultats, elle distingue les résultats liés à l'activité en gestion libre des résultats soumis à approbation par le Préfet ou le Président du Conseil Départemental.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des différents actifs en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n°2018-06, modifié par l'ANC n°2020-08, et ANC n°2019-04 relatif, respectivement, aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

B-2 : Fiscalité

L'association a satisfait au questionnaire sur la fiscalité des associations et à cet effet a transmis ce questionnaire et les annexes complémentaires à la Direction des Services Fiscaux au 30 décembre 1999 pour vérifier si elle se trouvait assujettie aux nouvelles règles sur la fiscalité des associations.

L'association a reçu une réponse de l'Administration Fiscale faisant état que l'association ne relève pas, du fait de ses activités actuelles des dispositions spécifiques d'assujettissement, aux impôts commerciaux.

B-3 : Immobilisations corporelles

Les durées d'amortissement correspondent à la durée de vie du bien soit :

Logiciels	1 à 3 ans
Constructions	25 à 50 ans
Agencements et aménagements des constructions	7 à 15 ans
Agencements divers	5 à 15 ans
Matériel et outillage	2 à 5 ans
Matériel de transport	5 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

B-4 : Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour l'association. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Depuis 2017, l'ARS (Agence Régionale de Santé) reprend l'intégralité des produits issus de la facturation réalisée au titre des amendements Creton au cours de l'exercice N+1, aussi une provision pour charges du même montant est comptabilisée au 31 décembre N.

Si des risques et pertes ne sont pas mesurables à la date d'établissement des comptes annuels, une information est donnée en annexe.

B-5 : Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont constitués de fonds alloués par les financeurs et non consommés au cours de l'année considérée. Ils résultent en grande partie des plans pluriannuels d'investissements souscrits avec les organismes de contrôle.

Ces fonds dédiés prennent en compte notamment les écarts entre les dotations allouées sur le global (66 et 68, soit charges financières et dotation aux amortissements de l'année) et le réalisé du montant de ces deux comptes.

Ces sommes ont pour but d'être affectées au lissage des éventuels surcoûts apparaissant dans les plans pluriannuels d'investissements.

Les pouvoirs publics autorisent également parfois des provisions fonds dédiés pour financer des charges de personnel ponctuelles à venir, des projets...

B-6 : Neutralisation des prestations internes

Toutes les prestations réalisées entre établissements et/ou services de l'association sont neutralisées dans les comptes consolidés :

- Prestations refacturées par les services supports aux établissements et services (quotes-parts de frais de siège, prestation informatique, service social départemental...), soit 8 M€ en 2024,
- Prestations réalisées par les ateliers d'ESAT pour les autres structures (prestation alimentation, blanchisserie, espaces verts, numérisation, entretien des locaux...), soit 5.1 M€ en 2024.

C - FAITS CARACTÉRISTIQUES de l'EXERCICE

C-1 : Événements intervenus au cours de l'exercice

L'exercice 2024 s'est déroulé dans un contexte de tension budgétaire qui s'accroît, les effets de l'inflation des années passées n'étant pas couverts par le taux d'actualisation pratiqué par les financeurs (ARS et Conseil Départemental).

Les charges de personnel ont également poursuivi leur augmentation avec l'extension de la prime Ségur pour tous « les oubliés du Ségur », y compris les alternants, avec effet au 1er janvier. Ceci vient se substituer à la prime mensuelle de 135 € mise en place par décision unilatérale de l'employeur en compensation. L'ARS a financé cette mesure mais pas le Conseil Départemental. Le décalage entre le coût réel et le financement obtenu des autorités de tarification est désormais évalué à environ 1.1 M€.

En compensation de ces différents écarts, l'ARS a de nouveau accordé des montants de crédits non reconductibles importants pour cet exercice. Un travail d'optimisation des charges URSSAF a également permis d'obtenir un remboursement à hauteur de 1 M€ sur les années 2020 à 2023. Enfin des régularisations sur les charges énergie des années antérieures sont également venues amoindrir le déficit qui reste très élevé à 2.9 M€.

Par ailleurs, au cours de cet exercice, les activités des établissements et services ont évolué de la manière suivante, à compter du 2 septembre :

- 3 places d'accueil de jour sur le DIME La Passagère de St Malo,
- 4 places d'accueil de jour sur le DIME de Rennes,
- 19 places de PMO sur le DIME de Rennes.

C-2 : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

Un CPOM portant sur les exercices 2020 à 2024 a été signé le 22 décembre 2020 et prolongé sur 2025 par un avenant en date du 13 décembre 2024. Il concerne l'ensemble des établissements et services agréés par l'Agence Régionale de Santé, par le Conseil Départemental ou par les 2 conjointement.

Un objectif d'équilibre budgétaire au terme des 5 ans sur chacune des 2 enveloppes financières (ARS et Conseil Départemental) y est inscrit. L'application du principe de fongibilité au sein de chacune de ces 2 enveloppes est toutefois prévue. Sous réserve de l'atteinte des objectifs fixés dans le CPOM, le gestionnaire dispose de la liberté d'affectation du résultat annuel dans le respect de critères énoncés dans le contrat. Ce CPOM, contrairement au précédent, ne contient plus de clause spécifique de traitement des excédents à l'issue du contrat au profit de clause prévoyant des modalités d'affectation des résultats par ordre de priorité. Ainsi, les éventuels excédents par enveloppe acquis par l'Association sont constatés annuellement au compte de résultat en accord avec le financeur.

Une modulation de la dotation globale de financement annuelle peut être appliquée en fonction de l'atteinte des objectifs d'activité et autres objectifs fixés dans le cadre du CPOM.

Les résultats des établissements inclus dans le périmètre du CPOM tels qu'ils ressortent de l'exécution budgétaire de l'exercice sont présentés en gestion contrôlée.

C-3 : Résultat de l'exercice

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
RESULTAT COMPTABLE	- 2 935 896 €	- 1 509 644 €
Reprise du résultat antérieur	- €	- €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	- 2 935 896 €	- 1 509 644 €
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 1 137 533 €	510 172 €
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 1 798 363 €	2 019 816 €

La part gestion contrôlée correspond aux résultats des établissements et services pour lesquels l'association a reçu un agrément des pouvoirs publics et inclus dans le périmètre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens.

D - NOTE EXPLICATIVE DE CERTAINS POSTES DE BILAN ET DE COMPTE DE RESULTAT

D-1 : Comptes de régularisation rattachés aux postes de créances et charges constatées d'avance

Montants des principaux produits à recevoir au 31 décembre 2024 :

Factures à établir	844 K€
Produits divers à recevoir	2 105 K€
Charges constatées d'avance	254 K€
Total	3 203 K€

D-2 : Comptes de régularisation rattachés aux postes de dettes et produits constatés d'avance

Montants des principales charges à payer au 31 décembre 2024 :

Intérêts courus sur emprunts	112 K€
Congés payés	4 324 K€
Charges sociales sur congés payés	1 997 K€
Provision CET	683 K€
Provision salaires dus	280 K€
Factures non parvenues	962 K€
Organismes sociaux	81 K€
Charges diverses	106 K€
Etat – autres charges à payer	27 K€
Produits constatés d'avance	797 K€
Total	9 369 K€

D-3 : Tableau de mouvement des immobilisations

Montants en K€	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions et apports	Cessions et mises au rebut	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	1 902	551	109	2 343
Immobilisations corporelles	155 808	6 073	659	161 222
Immobilisations financières	8 196	34	1 249	6 981
Total immobilisations	165 906	6 658	2 017	170 546

Les acquisitions de l'exercice 2024 proviennent essentiellement :

- de la reconstruction du Foyer L'Hermine à Dol de Bretagne pour 1 032 K€,
- des études en cours pour le projet immobilier du Logis la Poterie à Rennes à hauteur de 361 K€,
- de l'évaluation externe pour 183 K€,
- et du renouvellement des immobilisations.

D-4 : Tableau de mouvement des amortissements

Montants en K€	Amortissements au 31/12/2023	Dotation de l'exercice	Reprises ou diminutions afférentes à des éléments sortis	Amortissements au 31/12/2024
Amort. Immobilisations incorpor.	1 582	140	17	1 705
Amort. immobilisations corporelles	85 750	5 900	607	91 043
Dépréciation immos financières	-			-
Total amortissements	87 332	6 041	624	92 748

D-5 : Etat des échéances des créances et des dettes

CREANCES (MONTANTS EN K€)	Montant brut	Échéances < ou = 1 an	Échéances > 1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	1	-	1
Prêts	5 772	303	5 469
Autres créances	715	-	715
Total des créances de l'actif immobilisé	6 488	303	6 185
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers et comptes rattachés	13 008	11 800	1 208
Autres créances	4 297	4 297	-
Total des créances de l'actif circulant	17 305	16 097	1 208
TOTAL DES CREANCES	23 793	16 400	7 393

DETTES (MONTANTS EN K€)	Montant brut	Échéances < ou = 1 an	Échéances > 1 an et < 5 ans	Échéances > 5 ans
Dettes financières				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 458	2 841	10 262	18 355
Emprunt et dettes diverses	13	13	-	-
Total des dettes financières	31 471	2 854	10 262	18 355
Autres dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7	7	-	-
Redevables créditeurs	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 593	5 593	-	-
Dettes des legs ou donations	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	12 878	12 878	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	662	662	-	-
Autres dettes	492	492	-	-
Total des autres dettes	19 632	19 632	-	-
TOTAL DES DETTES	51 103	22 486	10 262	18 355

D-6 : Valeurs mobilières de placement

Le détail des valeurs mobilières de placement inscrites à l'actif du bilan s'établit comme suit :

-	TSR	:	500 K€
-	Obligations	:	515 K€
-	CAT	:	600 K€
-	Produits structurés	:	6 190 K€
-	TOTAL	:	7 805 K€

D-7 : Tableau de passage des fonds propres

Variation des fonds propres (montants en K€)	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augment°	Diminut° ou consom°	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	5 291	-	-	-	5 291
Fonds propres avec droit de reprise	164	-	-	-	164
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	27 273	1 001			28 274
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	12 229	147			12 376
Report à nouveau	- 3 999	- 2 511	-	-	- 6 510
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 3 827	- 2 216	-	-	- 6 043
Résultat de l'exercice	- 1 510	1 510		2 936	- 2 936
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 2 020	2 020		1 917	- 1 917
Situation nette	27 219	-	-	2 936	24 283
Fonds propres consommables	-	-			-
Subventions d'investissement	4 491	-	38	404	4 125
Provisions réglementées	7 501	-	39	64	7 476
TOTAL	39 211	-	77	3 404	35 884

D-8 : Tableau des provisions et dépréciations

Montants K€	2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	2024
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges	184	72	-	-	256
Prov. pour rémunérations des personnes handicapées (ESAT)	-	-	-	-	-
Autres prov. pour risques divers	-	502	-	-	502
Prov. pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-	-
prov. pour grosses réparations	-	-	-	-	-
autres prov. pour charges	949	876	946	-	879
Total des provisions pour risques et charges	1 133	1 450	946	-	1 637
Provisions pour dépréciation					
Prov. Pour dépréciation des immos	-	-	-	-	-
Prov. Pour dépréciation des stocks	32	-	-	-	32
Prov. Pour dépréciation des créances et comptes rattachés	1 405	121	2	3	1 521
Prov. Pour dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-	-
Total des provisions pour dépréciation	1 437	121	2	3	1 553

D-9 : Tableau des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursem ents		Montant global	dont fonds dédiés corresponda nt à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	-					-	
Contributions financières d'autres organismes	-					-	
Ressources liées à la générosité du public	40	30	4	-	-	66	32
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	19 408	490	1 806	-	-	18 092	8 067
- Fonds dédiés à l'investissement dans le cadre des PPI - financement ARS	1 638	128	122	-	-	1 644	1 348
- Fonds dédiés à l'investissement dans le cadre des PPI - financement CD	4 741	312	143	-	-	4 910	4 127
- Fonds dédiés à l'investissement affectés à des projets identifiés							
Reconstruction IME Le Baudrier	535	-	-	-	-	535	535
Reconstruction ESAT Utopi Cesson	1 012	-	45	-	-	967	-
Extension ESAT Utopi St Jacques	1 090	-	60	-	-	1 030	(1) 688
Reconstruction IME L'Etoile	478	-	35	-	-	443	-
Reconstruction Foyer L'Hermine	3 557	-	-	-	-	3 557	-
Reconstruction IME La Passagère	950	-	-			950	950
Reconstruction Résidence Bourchevreuil	782	-	35		-	747	-
Travaux rénov* énergétique Foyer La Vaunoise	477	-	-		-	477	-
Extension MAS le Bois de la Sillandais	760	-	-		-	760	-
Autres	1 375	-	220	-	-	1 155	(1) 300
- Fonds dédiés affectés à des dépenses de groupe 1 (charges d'exploitation)	-					-	-
- Fonds dédiés affectés à des dépenses de groupe 2 (charges de personnel)	1 123	48	683	-	-	488	-
- Fonds dédiés affectés à des dépenses de groupe 3 (charges de structure)	890	2	463	-	-	429	119
TOTAL	19 448	520	1 810	-	-	18 158	8 099

(1) L'utilisation de ces fonds dédiés est liée à l'activation des investissements afférents sur les exercices futurs.

Les reprises sur les fonds dédiés à l'investissement dans le cadre des PPI sont destinées à lisser les surcoûts apparaissant dans le cadre des Plans Pluriannuels des Investissement (cf B5). Les fonds dédiés relatifs à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices sont liés à l'absence de surcoûts dans les Plans Pluriannuels des Investissements et sont susceptibles de faire l'objet d'une affectation future à des investissements identifiés.

Les reprises sur les fonds dédiés à l'investissement affectés à des projets identifiés sont réalisées au même rythme que l'amortissement moyen de l'investissement concerné.

E - ENGAGEMENTS HORS BILAN

E-1 : Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunts auprès des établissements de crédit : sur un total de capital restant dû au 31 décembre 2024 de 31 343 K€, le montant garanti par des collectivités territoriales ou par nantissement de placements s'élève à 22 154 K€.

E-2 : Crédit bail

Il n'existe pas de contrats de crédit-bail en cours d'un montant significatif à la date du 31 décembre 2024.

E-3 : Réservations de places : lits de fondation

En 2024, aucune nouvelle convention n'a été signée pour une réservation de lits.

E-4 : Engagements liés aux départs en retraite

Dans le cadre de la convention collective, les salariés bénéficient lors de leur départ en retraite d'une indemnité. Les montants correspondants à ces indemnités s'élèvent à :

5 734 K€

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes :

- *Age de départ à la retraite : 64 ans*
- *Evolution annuelle des salaires 1 %*
- *Taux monétaire : 3,15 %*
- *Taux de charges sociales : 46 %*
- *Table de mortalité INED 2019-2021*
- *Turn-over moyen*

L'association a confié à CNP Assurances la gestion d'une partie de l'indemnité de fin de carrière due aux salariés à leur départ en retraite. Après déblocage d'une partie des fonds, à hauteur de 430 K€, pour couvrir une quote-part des indemnités de retraite de l'exercice, le solde disponible au 31 décembre 2024 s'élève à 651 K€.

F - AUTRES INFORMATIONS

F-1 : Plus-values latentes

Dans le cadre de la gestion de trésorerie, des placements bancaires sont effectués. A la clôture de l'exercice 2024, il n'existe pas de plus-value latente ni de moins-value latente à comptabiliser sur ces placements financiers.

F-2 : Nombre de salariés de l'association

Le nombre de salariés de l'association est de :

1462 en contrat à durée indéterminée représentant 1335.79 Equivalent Temps Plein.

F-3 : Rémunération des dirigeants

Conformément aux statuts, les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Président du Conseil d'Administration, le Président adjoint et le Trésorier. Ces derniers sont bénévoles.

G - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Un contrôle fiscal est intervenu à partir du mois d'octobre 2024. Celui-ci a porté sur le sujet de la TVA. Une proposition de rectification a été émise par l'inspectrice le 3 mars. Celle-ci a conduit à inscrire, dans les comptes de l'exercice 2024, une provision pour risques de 502 K€ ainsi qu'un avoir à recevoir pour un montant de 100 K€ sur les honoraires du cabinet ayant accompagné l'association lors de la réclamation de TVA.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, la scission de l'association Rey Leroux est effective avec pour conséquence la reprise des activités « adultes » par l'Adapei 35 soit l'EAM Les Courtils de 26 places situé à La Bouëxière et l'accueil de jour MAS L'Ecrin de 11 places situé à Liffré.

Il n'y a pas d'autre événement postérieur à la clôture de l'exercice pouvant avoir une incidence sur le résultat à signaler.